

GRIPPE PORCINE

Trois nouveaux cas confirmés en Algérie

Trois nouveaux cas de grippe A/H1N1 ont été enregistrés par les services sanitaires ce lundi. Ces derniers portent à cinq le nombre des cas confirmés par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les services des laboratoires de référence de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) ont confirmé les trois nouveaux cas. Il s'agit de personnes revenues récemment de pays touchés par le virus de la grippe porcine, à savoir les Etats-Unis d'Amérique et la France.

Deux de ces personnes, un adulte, âgé de 34 ans, et un enfant, âgé de 10 ans, résident dans la capitale alors qu'une jeune fille de 14 ans est arrivée à Oran par bateau en provenance de France via l'Espagne.

Selon un communiqué émanant du ministère de la

Santé, dès la confirmation de ces cas toutes les mesures médico-sanitaires prévues par le Plan national de lutte contre la pandémie de grippe A/H1N1 ont été lancées.

Le ministère de la Santé précise, par ailleurs, que les cinq cas confirmés en Algérie ont tous été importés.

Ceci, sur un total de 43 cas suspects prélevés et analysés. Les résultats des analyses effectuées jusqu'à hier, sur deux cas suspects, se sont en outre révélés négatifs.

Par ailleurs, comme l'a expliqué M. Slim Belkessam, chargé de la communication au ministè-



Les personnes atteintes ont été prises en charge.

re de la Santé, il n'était pas possible de détecter les personnes atteintes du virus, lors de leur passage

par le poste frontalier, du fait qu'elles n'ont présenté les symptômes que trois et quatre jours après leur arri-

vée sur le territoire national.

Selon M. Belkessam, les personnes atteintes ont

été prises en charge et leur état de santé est jugé stable. Pour rappel, l'Algérie a décrété le niveau d'alerte 5 concernant la grippe porcine.

Le premier cas de grippe A/H1N1 a été confirmé le 20 juin passé, il s'agit d'une Algérienne en provenance des Etats-Unis d'Amérique, le 16 du même mois.

Le ministre de la Santé avait déclaré, la semaine passée, qu'un million de masques chirurgicaux a été destiné au personnel de la santé et trois autres millions peuvent être distribués à tout moment.

L'Algérie dispose aussi, selon des informations communiquées par le ministère de la Santé, de 6,5 millions de doses de Tamiflu.

F.-Z. B.

«DESTITUÉ» DE SES PRÉROGATIVES PAR UNE CIRCULAIRE

L'Ordre des pharmaciens veut ester Barkat en justice

L'Ordre national des pharmaciens ne semble nullement intimidé par la circulaire de Saïd Barkat tendant à le destituer de ses prérogatives. Une des résolutions découlant de la réunion du son Bureau national, tenue ce dimanche, compte ester le ministre en justice.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Devant cette situation, que déplore et regrette l'Ordre des pharmaciens, et dans laquelle le ministre prend une disposition «réductrice», faisant fi de la légalité et du respect du droit, la corporation risque de déraiper vers la paralysie.

L'entame de mouvements de protestation n'est pas à écarter, a laissé entendre le conseil de l'Ordre. Pour rappel, la circulaire adressée par le ministre aux différentes directions de santé publique incite à «requérir l'accord du wali afin de passer outre les décisions des Sections ordinaires régionales (SOR), empiétant sur les attributions de l'administration des DSP».

Saïd Barkat estime que cette directive vient «remédier à la situation opposant l'Ordre à l'administration, compte-tenu du nombre important de dossiers bloqués au niveau des instances ordinaires nationales».

Joint par téléphone, le président de l'une des Sections ordinaires régionales (SOR) indique

que quatre résolutions ont été retenues lors de la réunion du bureau national de l'Ordre.

«Nous ne sommes pas arrivés à des résolutions officielles. Nous avons convenu d'entériner, dès demain, lors de la réunion qui regroupera le Conseil national de l'Ordre et les 12 bureaux régionaux pour donner plus de poids à nos actions et réactions suite à la déclaration du ministre. Entre autres, poursuivre le ministre en justice», affirme notre interlocuteur.

Pour le conseil de l'Ordre, la priorité est «d'alerter l'opinion publique par l'envoi d'un communiqué, afin d'expliquer tout ce qui a été révélé, dans un texte officiel».

En second lieu, la section ordinaire nationale de l'Ordre des pharmaciens compte saisir le Premier ministre en démentant la circulaire et en insistant sur ce qui a été avancé par ce dernier.

«Pour nous, c'est complètement faux», a estimé ce responsable. Il enchaîne en précisant que «toutes les procédures seront faites par nos



Barkat sera fustigé par le conseil de l'Ordre.

juristes». Justement, la troisième action retenue est l'accélération de la procédure juridique.

A ce sujet, le Conseil est bien décidé «nous allons carrément au pénal», explique notre source. «Nous sommes très clairs là-dessus : tout pharmacien qui s'installe sans être inscrit au tableau de l'Ordre sera «hors-la-loi», et là c'est le code pénal qui l'édicte en son article 243 plus précisément. Pas nous».

Dans ledit article, il est prévu

une peine de 3 mois à 2 ans de prison ferme. Enfin, le conseil de l'Ordre tiendra demain, à nouveau, une réunion pour la confirmation de toutes les actions sus-mentionnées.

Cette réunion sera élargie aux 12 bureaux régionaux. «Tous les présidents des SOR seront convoqués. Il s'agit de réunir 700 pharmaciens».

Le conseil de l'Ordre compte fustiger Saïd Barkat. «En tant que conseil de l'Ordre, nous n'avons pas le droit de rentrer en grève, ce sont les syndicats

et le collectif des pharmaciens.

Mais nous parrainerons et soutiendrons le mouvement, par la voie du Conseil et des décisions signées par le président national et les présidents des SOR», a estimé notre source.

Et d'ajouter «nous voulons donner plus de poids à ces quatre actions. Et c'est l'ensemble du conseil de l'Ordre qui est concerné par cela. La réunion de demain sera décisive».

W. Z.

Photo : Walid Triaa.

Photo : Samir Sid.